

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 19/05

AMR 37/001/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

HONDURAS

personne tuée :

Hinginio Hernández Vásquez (h), secrétaire du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas* (Conseil indigène de Las Olominas)

personnes menacées :

Genaro Vásquez Lorenzo (h)

et Roberto Chicas Mejía (h), tous deux membres du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas*

ainsi que les autres membres de cette organisation

Julio Elías Hernández (h), frère de Hinginio Hernández Vásquez

ainsi que les autres membres de la famille de Hinginio Hernández Vásquez

Londres, le 21 janvier 2005

Amnesty International pense que Genaro Vásquez Lorenzo et Roberto Chicas Mejía, militants indigènes en faveur du droit à la terre, sont en grave danger. Ces deux membres du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas* (Conseil indigène de Las Olominas) ont été menacés de mort après avoir été témoins de l'assassinat de Hinginio Hernández Vásquez, le secrétaire de l'organisation. Amnesty International est préoccupée par la sécurité de ces deux hommes, mais aussi par celle de la famille de Hinginio Hernández Vásquez et des autres membres du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas*.

Le 31 décembre 2004, Genaro Vásquez Lorenzo, Roberto Chicas Mejía et Hinginio Hernández Vásquez étaient en visite dans la ville de Planes, située à quelque 25 km de Las Olominas, leur village, dans le département de La Paz (sud du Honduras). Deux hommes armés leur auraient tendu une embuscade et auraient tiré sur Hinginio Hernández. Selon les deux témoins, Hinginio Hernández est parvenu à courir sur quelques mètres, puis il s'est effondré. Ses deux agresseurs l'auraient alors rattrapé avant de lui trancher la gorge.

Après avoir tué Hinginio Hernández Vásquez, l'un des deux hommes armés aurait menacé Genaro Vásquez Lorenzo et Roberto Chicas Mejía en ces termes : « *Si vous racontez ce qui s'est passé, je vous descends aussi* ». Le 7 janvier, les deux militants ont malgré tout témoigné devant le procureur local. Ils auraient identifié l'un des assassins comme étant un habitant de Las Olominas opposé aux initiatives du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas*, qui défend les droits fonciers de la communauté indigène. Julio Elías Hernández, le frère de Hinginio Hernández Vásquez, a également parlé de l'assassinat sur une radio locale. Bien que leurs vies soient menacées, Genaro Vásquez Lorenzo, Roberto Chicas Mejía et Julio Elías Hernández ne bénéficieraient d'aucune protection de la part des autorités. Avant d'être tué, Hinginio Hernández Vásquez aurait lui aussi reçu des menaces de mort liées à ses activités en faveur des droits fonciers de la communauté. Il en avait à maintes reprises fait état aux autorités, qui n'ont pourtant jamais ouvert une enquête ni accordé une protection à cet homme.

D'après les témoignages recueillis, il semble que cet assassinat s'inscrive dans une campagne d'intimidation destinée à contraindre les habitants de Las Olominas à renoncer à leurs droits fonciers. Depuis 1996, date à laquelle les documents juridiques accordant à la communauté indigène la propriété des terres auraient été volés au domicile d'Hinginio Hernández Vásquez, le *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas* s'efforce d'obtenir de l'organisme gouvernemental chargé des titres de propriété, l'Institut national agraire, qu'il délivre un nouveau titre de propriété à la communauté. Depuis le début de leurs activités,

les membres du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas* sont victimes de harcèlement et d'actes d'intimidation de la part d'autres membres de la communauté qui cherchent manifestement à les chasser de ces terres afin de pouvoir les vendre illégalement.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Genaro Vásquez Lorenzo, Roberto Chicas Mejía, Julio Elías Hernández, ainsi que des autres membres de la famille de Hinginio Hernández Vásquez et du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas*, à la suite de l'assassinat de Hinginio Hernández Vásquez ;

– demandez que des mesures soient prises sans délai pour assurer la sécurité des personnes mentionnées ci-dessus, conformément à leurs souhaits ;

– exhortez les autorités à ouvrir sans délai une enquête exhaustive et impartiale sur l'assassinat de Hinginio Hernández Vásquez et sur les menaces proférées contre Genaro Vásquez Lorenzo et Roberto Chicas Mejía, à rendre les résultats de ces investigations publics et à traduire en justice les responsables présumés de ces actes ;

– engagez instamment les autorités à s'assurer que l'Institut national agraire donne immédiatement suite à la demande du *Consejo indígena de la Comunidad de las Olominas*, qui cherche à obtenir un nouveau titre de propriété au nom de la communauté indigène de Las Olominas depuis que les documents juridiques dont celle-ci disposait ont manifestement été volés.

APPELS À :

Ministre de la Sécurité :

Dr. Oscar Alvarez
Ministro de Seguridad
Ministerio de Seguridad Pública
Edificio Poujol, 4º piso, Col. Palmira (Blvd. Morazán)
Tegucigalpa, Honduras
Fax : + 504 220 4479/ 4352 (merci de vous montrer persévérants)

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général de la République :

Sr. Ramón Ovidio Navarro Duarte
Fiscal General de la República
Colonia Loma del Guijaro
Tegucigalpa, Honduras
Fax : + 504 221 5666 / 5667 (merci de vous montrer persévérants)

Formule d'appel : *Estimado Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

COPIES À :

Procureur spécial chargé des questions ethniques :

Licda Jany del Cid
Fiscal Especial de las Etnias
Edificio Castillo Poujol, 4a Avda,
Colonia Palmira, Boulevard Morazán
Tegucigalpa, Honduras
Fax : + 504 221 3099 (si une personne décroche, veuillez demander : « *Me da tono de fax para Jany del Cid, por favor* »)

Bureau du procureur local de Marcala :

Lic. Miguel Angel Izaguirre Flores
Ministerio Público
Marcala
Departamento La Paz
Honduras
Fax : + 504 764 5889

Organisation de défense des droits humains :

Conseil civique d'organisations populaires et indigènes
(COPINH)
Fax : + 504 783 0817

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 4 MARS 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*